

Laprairie a dû éprouver le même sentiment. Or, l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre et l'honorable député de Beauharnois-Laprairie ne croient-ils pas qu'il y a lieu de sauvegarder ces mêmes institutions et cette liberté de parole dont nous jouissons dans l'enceinte du Parlement canadien? La présente session et le présent débat démontrent amplement que voilà des choses dignes de survivre.

Au cours de ses remarques d'hier soir, l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) déplorait la faillite de la démocratie. Eh bien, nous voyons ici le régime démocratique à l'œuvre et c'est ce qui a permis à l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre de prononcer son discours d'hier soir.

L'hon. M. MANION: Sans être fusillé.

Le très hon. M. LAPOINTE: Monsieur l'Orateur, des nombreux documents publiés et déposés sur le bureau, il en est un qui manque et qui mérite pourtant de retenir l'attention de la Chambre, car il est important. Je veux parler du message que Sa Majesté le roi nous a fait parvenir le dimanche 3 septembre. Avec l'assentiment de la Chambre, je consignerai au hansard, deux ou trois phrases de ce message radiophonique. Sa Majesté a dit:

En cette heure grave, peut-être la plus fatidique de notre histoire, j'adresse à chacun de mes sujets d'Angleterre et d'outre-mer, ces paroles que je prononce avec autant d'émotion que si je pouvais les dire à chacun de vous en particulier.

Il parle plus loin du recours à la force et à la violence contre le droit:

Dépouillé de son déguisement, ce principe se résout sans conteste à la doctrine primitive que la force prime le droit. Si ce principe allait s'imposer au monde, il mettrait en péril la liberté de notre propre pays de même que celle du commonwealth des nations britanniques.

Bien plus, les peuples de l'univers seraient réduits à l'esclavage de la crainte et tout espoir de paix et de sécurité durables, de justice et de liberté, disparaîtrait du sein des nations.

C'est la question suprême qui se pose devant nous. A cause de tout ce qui nous est cher, du bon ordre mondial et de la paix universelle, il est inconcevable que nous refusions de relever le défi. C'est pour cette noble fin que je fais appel à mon peuple de Grande-Bretagne et d'outre-mer qui fera sienne ma cause.

Monsieur l'Orateur, notre roi est en guerre et le Parlement siège pour décider si nous allons faire nôtre sa cause. Je me rappelle les circonstances dans lesquelles la Chambre se réunit en 1914. La situation était semblable. Il y a longtemps de cela et on retrouve à la Chambre très peu de membres de la députation d'alors. Mon bon ami et collègue le ministre des Travaux publics (M. Cardin), mon honorable ami le député de Kootenay-Est (M. Stevens) et moi-même sommes les trois seuls survivants du Parle-

[Le très hon. M. Lapointe.]

ment de 1914. L'unanimité régnait au Parlement de 1914,—l'unanimité en faveur de la décision prise par le gouvernement d'alors,—et il n'y eut que deux discours dans le débat sur l'Adresse, celui du premier ministre, sir Robert Borden et le discours de mon chef bien-aimé, sir Wilfrid Laurier.

Il y a quelques jours, je lisais la question suivante dans un journal: "Combien de Paul-Emile Lamarche y aura-t-il dans le présent Parlement, lorsque la question sera mise aux voix?" Mon défunt ami Paul-Emile Lamarche était l'un des meilleurs hommes que j'aie jamais rencontrés. C'était l'un des députés nationalistes élus en 1911 comme adversaires de la participation aux guerres d'outre-mer. Il siégeait ici et il appuya la politique du gouvernement d'alors, et si tous les députés à qui ce journal s'adressait imitent Paul-Emile Lamarche, ils voteront pour la politique du Gouvernement. Et nous avons collaboré dans la suite.

A ceux qui me critiquent aujourd'hui et qui prétendent que j'ai changé d'opinion, permettez-moi de dire que je leur montrerai volontiers le texte des discours que j'ai prononcés dans maintes circonstances au cours de la guerre. Le changement d'attitude est survenu à propos de la conscription, question qu'on a malheureusement fait intervenir alors et qui a jeté en terre la semence de discorde dont nous récoltons même encore aujourd'hui les fruits amers. La guerre terminée, je suis devenu un propagandiste de la paix. J'ai toujours été un chaud protagoniste de la Société des Nations. J'ai préconisé les principes qui l'inspirent, dans ma province et ailleurs, et je n'ai cessé de répéter à mes compatriotes qu'il était inutile de penser qu'en cas de grave conflit, nous n'y serions pas entraînés, et que le seul moyen pour nous d'échapper à la guerre, c'était de travailler pour éviter ce fléau. Malheureusement, peu de ceux qui élèvent aujourd'hui la voix ont lutté alors pour la cause de la paix. Au contraire, ils ridiculisaient la Société des Nations et les institutions analogues.

Je déteste la guerre dans mon âme et conscience, mais l'amour de la paix n'est pas synonyme d'ignorance ou d'aveuglement. Le premier ministre hait la guerre et il a consacré toutes ses énergies et ses efforts à favoriser les instruments de paix. Jusqu'à la toute dernière minute, alors que tout était sombre dans l'univers, il a envoyé des messages pour adjurer les dictateurs et le président de la Pologne de chercher le moyen d'éviter cette effroyable catastrophe. L'Angleterre a travaillé pour la paix. Je le sais; j'ai assisté à plusieurs conférences depuis la fin de la Grande Guerre, à Genève et à Londres. C'est une calomnie honteuse que d'attribuer à